



CONTRE LE CAPITALISME

qui massacre à Gaza et exploite en France

Cette semaine, travailleurs et travailleuses vont défiler pour mettre en avant leurs revendications contre l'exploitation capitaliste et tout ce qu'elle engendre. Il faut dire que, cette année encore, le capitalisme montre qu'il ne porte en lui que catastrophes et misère pour la majorité de la population : entre les guerres et les massacres aux quatre coins du monde, les catastrophes écologiques, les oppressions racistes, sexistes... Oui, il est urgent d'en finir avec ce système !

Pas un jour sans une nouvelle attaque...

En France, le gouvernement aux ordres des capitalistes annonce une nouvelle attaque presque chaque jour. Après les 20 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics, qui pèseront avant tout sur les plus pauvres, après une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour réduire encore la durée d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi, après le « choc des savoirs » pour l'instauration de « groupes de niveau », c'est-à-dire un tri social des élèves dès le collège, c'est maintenant au tour des locataires de HLM. Selon le gouvernement, 8 % des foyers résidant en HLM seraient « trop riches » ! Tiens donc ! Et il n'est pas trop riche, Carlos Tavares, qui gagne 100 000 euros par jour, PDG de Stellantis, entreprise qui réalise 18 milliards de bénéfices ? Et tous les capitalistes et autres rentiers de ce pays ?

Les travailleurs et la jeunesse ne restent pas sans réagir !

Heureusement, les luttes aussi se multiplient. Dans l'éducation, profs et parents continuent de se mobiliser contre le tri social, avec des grèves, « établissements déserts », occupations d'école... La semaine dernière, les salariés de Keolis Argenteuil-Boucles de Seine ont débrayé pour réclamer 4 % d'augmentation de salaire. Et pendant que les annonces de licenciements se multiplient dans la chimie (à ExxonMobil ou à Sanofi), dans l'automobile, ce sont les ouvriers de MA France

Aulnay, sous-traitant de Stellantis, qui font grève contre la menace de fermeture de leur usine et mettent trois usines Stellantis à l'arrêt.

Dans les universités, la jeunesse se mobilise contre le soutien de Macron et de son gouvernement à l'État d'Israël qui massacre les Palestiniens. Le 24 avril, les étudiants de Science-Po à Paris ont décidé d'occuper les locaux universitaires pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, comme le font actuellement des milliers d'étudiants et d'étudiantes aux États-Unis : ils ont raison ! Car le massacre de Gaza est une guerre sociale : si toutes les grandes puissances soutiennent Netanyahu, c'est pour que l'ordre règne contre les pauvres, elles qui sous-traitent à des dictateurs la rafle et l'emprisonnement des migrants.

Face à la répression d'État : intensifier la mobilisation !

Et c'est bien pour cela que l'exécutif s'inquiète et qu'Attal et consorts sortent l'arsenal répressif. Après la condamnation à un an de prison avec sursis du secrétaire général de la CGT du Nord pour « apologie du terrorisme », parce qu'il a osé soutenir la lutte du peuple palestinien, c'est Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale et Rima Hassan, candidate aux Européennes, qui sont convoquées au commissariat.

Le gouvernement s'inquiète que ces mobilisations fassent tache d'huile et convergent. Le meilleur moyen de lutter contre la répression, c'est de changer, par nos mobilisations et nos luttes, le rapport de force contre les capitalistes et les gouvernements à leurs ordres.

Car nos intérêts sont communs dans le monde, des Palestiniens aux travailleurs français, nos luttes aussi : c'est aussi ça le sens du 1er mai ! Et tous les travailleurs et travailleuses pourront le dire haut et fort en votant pour la liste présentée par le NPA-Révolutionnaires aux Européennes, emmenée par Selma Labib et Gaël Quirante !

Unis on se fait respecter

Ce mardi nous sommes tous montés, 11^e, 12^e, 20^e ensemble, pour demander des comptes à la direction, car les pressions s'accumulent : faire la sécable, fin du fini-parti entre autres joyeusetés.

À la vue de notre délégation — ça faisait longtemps qu'on ne s'était pas retrouvés si nombreux ! — la direction faisait moins la fière et a dû nous répondre.

La Poste va finir par regretter de nous avoir tous rassemblés dans le même bureau.

Le pont de la rivière couac

Après avoir dû poser tous nos congés, il faudrait maintenant en sortir du chapeau pour poser les ponts de mai. Pas pour nous reposer, bien sûr ! La seule préoccupation de La Poste, est que ceux qui restent travaillent pour deux. Ça la démange tellement que même s'il n'y a pas assez de monde en congé, elle veut quand même imposer la sécable en envoyant du monde en formation bidon.

Il y en a qui ont des petits vélos dans la tête, mais c'est pas eux qui pédalent.

Donner 🎵 donner 🎵 donner... 🎵

La Poste vous le prendra !

Le « donnant-donnant », comme dit la direction, c'est en fait un chantage : si nous acceptons de faire la sécable, nous pouvons partir quand nous avons fini ; sinon, on reste au bureau faire des formations ! Nous ne voulons ni l'un ni l'autre.

Une situation qui ne doit pas durer

Aux îlots et aux lignes nous faisons souvent la sécable depuis quelques semaines, car la direction ne veut pas embaucher.

La seule solution, c'est d'être solidaires entre nous pour l'y forcer.

C'est du vol

La Poste ne pas paye pas la prime d'équipe aux collègues en intérim, ce qui est illégal.

Cette prime au rabais, La Poste l'a inventée pour nous pousser à ne pas nous arrêter quand nous sommes malades ou à ne pas faire grève. Et elle se permet même de la voler aux intérimaires !

Mais quelle sollicitude !

Visiblement, la direction se préoccupe désormais des accidents de trajets quand nous partons avant l'heure... Comme quoi elle est vraiment à court d'arguments.

Monoprix : grèves et manifestations

Les salariés d'une quarantaine de Monoprix se sont mobilisés pour demander une prime de participation, qui leur a été refusée pour la première fois cette année, ainsi qu'une hausse des salaires.

Les employés de la chaîne sont payés pour la plupart au Smic et la CGT réclame un salaire minimum brut d'au moins 2 000 euros, ce dont ne veut pas entendre parler la direction. Avec ces salaires « nous n'avons même pas les moyens de faire les courses dans notre enseigne » fait remarquer Alain Sylvère Tsamas, le délégué syndical de la CGT.

Jeux olympiques et paralympiques obligent, la direction interdit aux salariés de poser leurs congés pendant cette période. Et le groupe, qui a déjà réduit ses effectifs de 20 % à 30 % depuis le Covid, annonce une nouvelle réduction de plusieurs milliers de postes dans les mois qui viennent. De quoi avoir la rage...

Simplification, mon œil

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a annoncé une « simplification » de la fiche de paie dans le cadre d'un plan plus large pour réduire les tâches administratives des entreprises. Le bulletin de salaire pourrait être réduit à une quinzaine de lignes.

Il est certes souvent illisible, les patrons ne se gênent pas pour rabioter ce qu'ils peuvent. Mais dorénavant les cotisations sociales (Sécurité sociale, assurance chômage, etc.) ne seraient plus détaillées, mais réunies en une seule ligne pour l'employeur et une autre pour le salarié. Une mesure, qui si elle est appliquée, facilitera la fraude ou l'erreur patronale en empêchant de vérifier chaque ligne ou d'observer une variation d'un mois à l'autre.

Pour Le Maire, simplification rime surtout avec enfumage et cadeaux aux patrons, une fois de plus.

Iran : un rappeur condamné à mort

Connu en Iran pour ses chansons critiques du pouvoir, le rappeur Toomaj Salehi, arrêté en octobre 2022, libéré sous caution puis arrêté à nouveau quelques jours après sa libération pour avoir dénoncé ses conditions de détention dans une vidéo, a été condamné à mort « pour corruption sur Terre » par un tribunal d'Ispahan.

Le jeune homme de 33 ans était devenu une figure de proue du mouvement de contestation ayant suivi la mort de Mahsa Amini en septembre 2022.

Selon des ONG, neuf personnes ont déjà été exécutées en lien avec ce soulèvement par le sanguinaire régime des ayatollahs.